



P.B.5818 - Patentlaan 2
2280 HV Rijswijk (ZH)
☎ (070) 3 40 20 40
FAX (070) 3 40 30 16

Europäisches
Patentamt

European
Patent Office

Office européen
des brevets

Generaldirektion 1

Directorate General 1

Direction générale 1

Carré, Claudine Bernadette
Arjo Wiggins
117, quai du Président Roosevelt
92442 Issy-les-Moulineaux Cedex
FRANCE



Service clientèle OEB

Tel.: +31 (0)70 340 45 00

Date

13.09.06

Référence
PCT 197/EP

Demande n°/Brevet N°.
05717452.6 - 2313 PCT/FR2005000122

Demandeur/Titulaire
Arjowiggins Canson

Notification du numéro de publication et information sur l'application de l'article 67(3) CBE

La protection provisoire, prévue par l'article 67(1) et (2) CBE, ne deviendra effective dans les Etats contractants désignés que lorsque les conditions prévues par l'article 67(3) CBE seront remplies (pour plus de détails, voir la brochure informative de l'Office européen des brevets "Droit national relatif à la CBE" et les informations complémentaires dans le Journal Officiel de l'Office européen des brevets).

Conformément à l'article 158(1) CBE la publication, en vertu de l'article 21 PCT, d'une demande internationale pour laquelle l'Office européen des brevets est Office désigné remplace la publication de la demande de brevet européen.

Les données bibliographiques de la demande Euro-PCT seront publiées le 11.10.06 dans la Section I.1 du Bulletin européen des brevets. Le numéro de publication européenne est 1708590.

Vous êtes prié de bien vouloir indiquer à l'avenir comme référence le numéro de la demande ainsi que le numéro de la direction concernée.

Section de dépôt





P.B.5818 - Patentlaan 2
2280 HV Rijswijk (ZH)
☎ (070) 3 40 20 40
FAX (070) 3 40 30 16

Europäisches
Patentamt

European
Patent Office

Office européen
des brevets

Generaldirektion 1

Directorate General 1

Direction générale 1

Carré, Claudine Bernadette
Arjo Wiggins
117, quai du Président Roosevelt
92442 Issy-les-Moulineaux Cedex
FRANCE



Service clientèle OEB

Tel.: +31 (0)70 340 45 00

Date

07-09-2006

Référence
PCT 197/EP

Demande n°/Brevet N°.
05717452.6 - 2313 PCT/FR2005000122

Demandeur/Titulaire
Arjowiggins Canson

Notification selon les règles 109 et 110 CBE

1) Modification des pièces de la demande, notamment des revendications (règle 109 CBE)

La demande internationale susmentionnée (Euro-PCT) est entrée dans la phase européenne ou pourra entrer dans la phase européenne si les conditions prévues à cet effet sont remplies.

Conformément aux articles 28 et 41 PCT, aux règles 52 et 78 PCT ainsi qu'à la règle 86(2), (3) et (4) CBE, le demandeur a la possibilité, après avoir reçu le rapport de recherche internationale, de produire des pièces modifiées de la demande.

Que le demandeur ait ou non fait déjà usage de cette possibilité, l'occasion lui est de nouveau offerte, à ce stade, de produire des pièces modifiées (notamment des revendications modifiées) dans un délai non reconductible d'UN MOIS à compter de la signification de cette notification (règle 109 CBE).

Les revendications déposées à l'expiration de ce délai, qu'elles aient déjà figuré au dossier à l'entrée dans la phase européenne ou qu'elles ne soient produites que maintenant, serviront de base à la calcul de toute taxe de revendication à payer (voir p. 2) et à toute recherche complémentaire devant être effectuée conformément à l'article 157(2) CBE (règle 109 CBE).

--2/

**2) Taxes de revendication selon la règle 110 CBE**

Si les pièces de la demande sur lesquelles la procédure de délivrance européenne doit se fonder comportent plus de dix revendications, une taxe de revendications doit être acquittée pour toute revendication en sus de la dixième dans le délai prévu à la règle 107(1) CBE.

- ☐ Basé sur les pièces de la demande telles qu'elles figurent au dossier actuellement, toutes les taxes de revendication ont été acquittées (ou la demande ne comporte pas plus de 10 revendications).
- ☒ Le prélèvement des taxes de revendication sera/a été effectué automatiquement conformément à l'ordre de prélèvement automatique.
- ☐ Les taxes de revendication exigibles pour les revendications à n'ont pas été acquittées dans le délai mentionné.

Les taxes de revendications pas encore payées, qui sont calculées sur la base des revendications actuelles ou de celles modifiées selon la règle 109 CBE (voir p.1), peuvent être valablement acquittées dans un délai supplémentaire d'un mois à compter de la signification de cette notification.

Si les taxes de revendication exigibles ne sont acquittées qu'en partie il convient d'indiquer les revendications pour lesquelles le paiement est effectué. En cas de défaut de paiement dans les délais d'une taxe de revendication, le demandeur est réputé avoir abandonné la revendication correspondante (règle 110(4) CBE).

Si les taxes de revendication ont déjà été acquittées, mais qu'un nouveau jeu de revendications qui comporte moins de revendications donnant lieu au paiement d'une taxe que le précédent figure au dossier à l'expiration du délai susmentionné, les taxes de revendication qui ont été acquittées en sus de celles exigibles conformément à la règle 110(2), deuxième phrase CBE sont remboursées (règle 110(3) CBE).

Il est rappelé que la recherche complémentaire à effectuer en vertu de l'article 157(2) CBE ne porte que sur le dernier jeu de revendications figurant au dossier à l'expiration du délai susmentionné ET que seules les revendications donnant lieu au paiement d'une taxe pour lesquelles la taxe de revendication a été acquittée dans le délai feront l'objet de la recherche.

**La taxe de revendication exigible pour toute revendication en sus de la dixième s'élève à
EUR 45,00.**

Wicha, Michael
Section de dépôt

